

UNIVERSITÉ DE GOMA (UNIGOM)

B.P. 204, Ville de Goma – RDC

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Département : Économie Rurale

Année académique : 2025–2026

Travail Académique

Intitulé du travail :

Analyse des Actes Uniformes sur les Procédures Collectives d'Apurement du Passif (OHADA – 1999)

Cours : Droit des Affaires

Présenté par :

IRADUKUNDA NDONGEREYE Elias

Étudiant en Master 2, Économie Rurale

Université de Goma (UNIGOM)

O. INTRODUCTION

O.1. CONTEXTE ET IMPORTANCE

Présentation du cadre juridique des procédures collectives en Afrique :

En Afrique, le cadre juridique des procédures collectives repose sur un système varié de lois nationales qui souvent diffèrent d'un pays à l'autre. Avant l'adoption de l'Acte Uniforme portant sur les procédures collectives d'apurement du passif (AUPEC), les procédures de traitement des difficultés des entreprises étaient principalement régies par des législations nationales disparates. Cela créait des incohérences et des difficultés pour les entreprises opérant à l'international dans la région, ainsi que pour les créanciers et investisseurs.

O.2 IMPORTANCE DE L'AUPEC DANS L'HARMONISATION DES LEGISLATIONS

L'AUPEC, entré en vigueur le 1er janvier 1999, a été conçu pour harmoniser ces législations divergentes en établissant un cadre uniforme pour les procédures collectives à travers les États membres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Son objectif est de créer un environnement juridique prévisible et stable, essentiel pour le développement des affaires et l'attraction des investissements. En unifiant les règles de sauvegarde, de redressement judiciaire et de liquidation, l'AUPEC facilite le traitement des entreprises en difficulté et améliore la gestion des créances, contribuant ainsi à la protection des créanciers tout en offrant une seconde chance aux entreprises viables.

I. OBJECTIF DE L'ANALYSE

I.1. DEFINIR LES OBJECTIFS DE L'AUPEC

L'Acte Uniforme portant sur les procédures collectives d'apurement du passif (AUPEC) vise principalement à établir des règles harmonisées pour la gestion des difficultés financières des entreprises au sein des États membres de l'OHADA. Les objectifs principaux de l'AUPEC incluent :

- ✓ **Uniformisation des Procédures** : Établir des procédures cohérentes et uniformes pour le traitement des entreprises en difficulté à travers les pays membres, afin de réduire les disparités législatives.
- ✓ **Protection des Créanciers** : Assurer une gestion équitable et transparente des créances en cas de défaillance d'une entreprise, en garantissant que les créanciers soient traités de manière juste et ordonnée.
- ✓ **Assistance aux Entreprises** : Permettre aux entreprises en difficulté de bénéficier de mécanismes de sauvegarde ou de redressement pour éviter la

liquidation lorsque cela est possible, favorisant ainsi leur survie et leur restructuration.

A. EXPOSER LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES ET LES CREANCIERS :

Pour les entreprises, l'AUPEC offre plusieurs avantages :

- **Accès à des Procédures de Sauvegarde** : Permet aux entreprises en difficulté d'élaborer un plan de sauvegarde pour redresser leur situation financière sans être immédiatement contraintes à la liquidation. Par exemple, une entreprise ayant des problèmes de trésorerie peut bénéficier d'une procédure de sauvegarde pour réorganiser ses finances tout en continuant son activité.
- **Prévision et Stabilité** : La normalisation des procédures offre une meilleure prévisibilité, ce qui aide les entreprises à planifier et à naviguer dans les difficultés financières.

Pour les créanciers, les enjeux sont également significatifs :

- **Répartition Équitable des Actifs** : L'AUPEC organise la répartition des actifs de l'entreprise défaillante entre les créanciers de manière ordonnée, réduisant les risques d'arbitraire et de favoritisme. Par exemple, lors de la liquidation d'une entreprise, les créanciers sont payés selon un ordre de priorité clairement défini par l'AUPEC.
- **Protection Juridique** : Offre une protection juridique contre les actions désordonnées des débiteurs et assure que les créanciers peuvent faire valoir leurs droits de manière équitable à travers un cadre judiciaire uniforme.

En résumé, l'AUPEC cherche à créer un équilibre entre la protection des entreprises en difficulté et les droits des créanciers, tout en promouvant un environnement économique plus stable et prévisible dans la région.

CHAP II. PRESENTATION DE L'ACTE UNIFORME

II.1. Historique et Contexte d'Élaboration :

II.1.1 Origine de l'AUPEC

L'Acte Uniforme portant sur les procédures collectives d'apurement du passif (AUPEC) fait partie du corpus législatif de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), créée en 1993. L'OHADA vise à harmoniser les législations commerciales au sein des États membres pour améliorer la sécurité juridique et favoriser l'intégration économique régionale. L'AUPEC a été adopté le 10 juillet 1998

lors de la Conférence des Chefs d'État de l'OHADA, et est entré en vigueur le 1er janvier 1999. Cette adoption a répondu à la nécessité de disposer de règles uniformes pour la gestion des difficultés financières des entreprises, afin de faciliter les échanges commerciaux et les investissements dans la région.

II. 2. Contexte économique et juridique au moment de sa création

À la fin des années 1990, les économies des États membres de l'OHADA étaient confrontées à plusieurs défis importants. Les pays de la région subissaient des transitions économiques, avec des économies souvent en mutation vers plus de libéralisme et de marché, après des décennies de gestion centralisée ou de régulations strictes.

Ce contexte a mis en évidence la nécessité de réformes juridiques pour soutenir les entreprises en difficulté et protéger les créanciers tout en favorisant un climat d'affaires *plus* prévisible.

- **Diversité des Réglementations Nationales:** Avant l'AUPEC, les États membres avaient des régimes juridiques très variés concernant les procédures collectives, ce qui créait des incohérences et compliquait les affaires transfrontalières. Les entreprises pouvaient être confrontées à des procédures différentes selon le pays, ce qui augmentait les risques et les incertitudes.
- **Besoin d'un Cadre Harmonisé** :** Pour répondre à ces défis et attirer les investissements étrangers, il est devenu crucial d'harmoniser les règles relatives aux procédures collectives. L'AUPEC a été élaboré pour offrir une solution unifiée, assurant une meilleure transparence et une gestion plus efficace des entreprises en difficulté.
- **Objectifs de Développement Économique** :** L'adoption de l'AUPEC s'inscrit dans une stratégie plus large de développement économique pour améliorer la compétitivité des entreprises locales et régionales, en favorisant un environnement juridique stable et prévisible qui encourage les investissements et le commerce.

En résumé, l'AUPEC a été créé dans un contexte de nécessité d'harmonisation des procédures juridiques pour les entreprises en difficulté, visant à renforcer la sécurité juridique et à stimuler l'intégration économique dans la région OHADA.

II.3. Principes Généraux de l'AUPEC :

II.3.1. Objectifs de l'Apurement du Passif :

L'Acte Uniforme sur les procédures collectives d'apurement du passif (AUPEC) vise principalement à atteindre les objectifs suivants : Préservation des Entreprises Viables :

- Par exemple, une entreprise de construction en difficulté financière peut bénéficier d'une procédure de sauvegarde pour restructurer ses dettes et éviter la fermeture. Le but est de permettre à l'entreprise de continuer ses opérations, préserver les emplois et maintenir les relations d'affaires tout en réorganisant sa structure financière.
- **Apurement Organisé des Dettes** : Lorsqu'une entreprise est en liquidation, l'AUPEC prévoit que les actifs soient liquidés et les créances réglées selon un ordre de priorité précis. Par exemple, les créanciers garantis, comme les banques avec des hypothèques sur les biens de l'entreprise, seront payés en premier avant les créanciers non garantis. Cette approche permet une gestion ordonnée des créances et maximise le recouvrement des dettes.

II.3.2. Principes Directeurs

L'AUPEC repose sur plusieurs principes directeurs qui structurent les procédures collectives :

- **Egalité des créanciers** : Ce principe assure que tous les créanciers sont traités équitablement en fonction de la nature de leurs créances. Par exemple, en cas de liquidation, les créanciers chirographaires (ceux qui ne bénéficient pas de garanties spécifiques) seront payés après les créanciers privilégiés (comme les employés pour leurs salaires impayés) et les créanciers garantis (comme les prêteurs hypothécaires). La priorité est établie de manière transparente et systématique, garantissant une répartition équitable des actifs disponibles.
- **Transparence** : La transparence est essentielle pour que toutes les parties prenantes, y compris les créanciers, les débiteurs et les administrateurs judiciaires, soient informées des procédures et des décisions. Par exemple, dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire, le plan de redressement doit être publié et accessible à tous les créanciers, permettant à chacun de suivre l'évolution de la procédure et d'exprimer ses préoccupations ou ses objections.
- **Équité et Bonne Foi** : L'AUPEC exige que les procédures soient menées avec

équité et en bonne foi. Par exemple, lors de l'élaboration d'un plan de sauvegarde, les dirigeants de l'entreprise doivent présenter des informations financières honnêtes et complètes, et les créanciers doivent avoir la possibilité de participer aux décisions importantes concernant le plan de redressement. Cela assure que le processus est juste et équilibré pour toutes les parties impliquées.

En somme, l'AUPEC se fixe des objectifs clairs pour la gestion des difficultés financières des entreprises et s'appuie sur des principes directeurs tels que l'égalité des créanciers, la transparence, et l'équité pour guider les procédures collectives, en assurant une application cohérente et juste au sein des États membres de l'OHADA.

CHAPIII. LES PROCEDURES COLLECTIVES D'APUREMENT DU PASSIF

III. 1. Procédures de Sauvegarde

III.1.1. Définition et Objectif :

La procédure de sauvegarde est une procédure préventive destinée à protéger une entreprise qui rencontre des difficultés financières mais n'est pas encore en cessation de paiements. Son objectif est de permettre à l'entreprise de se restructurer en évitant la cessation des paiements, en lui offrant un moratoire sur ses dettes et en facilitant la mise en place d'un plan de sauvegarde. Cela vise à préserver l'activité économique, maintenir les emplois, et garantir le remboursement des créanciers dans des conditions favorables à la pérennité de l'entreprise.

III.1.2. Conditions de Mise en Œuvre

Pour initier une procédure de sauvegarde, l'entreprise doit satisfaire à certaines conditions :

- ❖ **Difficultés Financières** : L'entreprise doit démontrer qu'elle rencontre des difficultés économiques qui compromettent sa capacité à poursuivre son activité normalement.
- ❖ **Absence de Cessation des Paiements** : La procédure est applicable uniquement si l'entreprise n'est pas encore en état de cessation des paiements. Cela signifie qu'elle peut encore régler ses dettes courantes avec ses ressources disponibles
- ❖ **Demande Volontaire** : L'initiative de la procédure de sauvegarde doit être prise par l'entreprise elle-même, généralement par le biais d'une demande déposée auprès du tribunal compétent.

Les effets sur les Créanciers et l'Entreprise :

- ❖ Suspension des Poursuites : Dès l'ouverture de la procédure, les créanciers sont temporairement empêchés de poursuivre les actions en recouvrement, telles que les saisies ou les actions judiciaires, contre l'entreprise. Cette suspension permet à l'entreprise de se réorganiser sans la pression immédiate des créanciers.
- ❖ Gel des Dettes : Les dettes antérieures à la procédure sont gelées, permettant à l'entreprise de négocier un plan de sauvegarde sans la menace de paiement immédiat.
- ❖ Plan de Sauvegarde : L'entreprise propose un plan de sauvegarde qui doit être approuvé par le tribunal et par les créanciers. Ce plan peut inclure des aménagements de dettes, des réductions de créances, ou des délais de paiement.
- ❖ Rôle du Tribunal et du Mandataire : Le tribunal désigne un administrateur judiciaire ou un mandataire pour superviser la procédure. Cette personne a pour mission de surveiller l'exécution du plan de sauvegarde et de représenter l'entreprise dans ses négociations avec les créanciers.

Exemple concret :

Prenons l'exemple d'une entreprise de fabrication en difficulté financière mais non en cessation de paiements. Cette entreprise peut demander l'ouverture d'une procédure de sauvegarde afin de bénéficier d'un moratoire sur ses dettes. Pendant cette période, l'entreprise négocie avec ses créanciers pour établir un plan de sauvegarde qui pourrait inclure la restructuration de ses dettes, la réduction des coûts opérationnels, et la mise en place de nouvelles stratégies pour améliorer sa rentabilité. Pendant que le plan est en cours de mise en œuvre, les créanciers ne peuvent pas poursuivre l'entreprise en justice ou saisir ses actifs, permettant ainsi à l'entreprise de se stabiliser et de rétablir sa situation financière.

L'Acte Uniforme portant sur les procédures collectives d'apurement du passif, entré en vigueur le 1er janvier 1999, est un texte législatif de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) qui régit les procédures collectives en cas de difficultés financières des entreprises.

CHAPIV. PROCEDURES DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

IV.1. Définition et Objectif

La procédure de redressement judiciaire est une procédure collective destinée à permettre à une entreprise en difficulté financière de poursuivre son activité tout en réorganisant ses dettes. L'objectif principal est de sauvegarder l'entreprise, maintenir les emplois et permettre le remboursement des créanciers dans la mesure du possible.

IV.2. Conditions d'Ouverture

Pour qu'une procédure de redressement judiciaire soit ouverte, l'entreprise doit se trouver dans une situation de cessation des paiements, c'est-à-dire qu'elle ne peut plus faire face à son passif exigible avec son actif disponible. En outre, il est nécessaire que l'entreprise ne soit pas encore en liquidation judiciaire, car la procédure de redressement intervient avant que la liquidation ne soit nécessaire.

IV.3. Plan de Redressement et Ses Implications

Le plan de redressement est élaboré par le tribunal, souvent sur la base d'un projet présenté par l'entreprise elle-même. Ce plan doit prévoir des mesures telles que la restructuration des dettes, des réductions de coûts, ou des changements opérationnels pour améliorer la situation financière de l'entreprise. Une fois approuvé, le plan de redressement est contraignant pour tous les créanciers et doit être respecté pour permettre la poursuite des activités de l'entreprise. Les implications incluent souvent des délais de paiement pour les créanciers, des réductions de dettes, et parfois des modifications dans l'organisation interne de l'entreprise.

CHAP.V.PROCEDURES DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

V.1 Définition et Objectif

La liquidation judiciaire est une procédure collective qui vise à mettre fin à l'activité d'une entreprise en état de cessation des paiements lorsque la procédure de redressement judiciaire est insuffisante ou inappropriée. L'objectif principal est de liquider l'ensemble des actifs de l'entreprise pour rembourser les créanciers dans la mesure du possible. Cela implique souvent la fermeture définitive de l'entreprise.

V.2. Conditions d'Ouverture

La liquidation judiciaire peut être ouverte lorsque l'entreprise se trouve dans une situation de cessation des paiements et que la procédure de redressement judiciaire n'a pas permis de résoudre les difficultés financières. Autrement dit, si l'entreprise ne peut plus payer ses dettes et qu'aucune mesure de redressement n'est envisageable, le tribunal peut ordonner la liquidation judiciaire.

V.3. Modalités de Liquidation et Traitement des Créances

Lorsqu'une liquidation judiciaire est prononcée, le tribunal nomme un liquidateur judiciaire chargé de réaliser l'actif de l'entreprise, c'est-à-dire de vendre ses biens pour obtenir des fonds. Les modalités incluent :

- o **Inventaire des Actifs** : Le liquidateur établit un inventaire complet des actifs de l'entreprise (biens immobiliers, stocks, créances, etc.).
- o **Vente des Actifs** : Les actifs sont vendus, généralement par adjudication ou vente directe, afin de maximiser les recettes.
- o **Paiement des Créanciers**: Les fonds obtenus sont utilisés pour payer les créanciers selon un ordre de priorité défini par la loi. Les créances sont classées par ordre de préférence : créanciers privilégiés (salaires, charges sociales, etc.), créanciers chirographaires (non garantis), et enfin, créanciers subordonnés.
- o **Clôture de la Liquidation**: Une fois tous les actifs liquidés et les créances réglées dans la mesure du possible, le liquidateur présente un rapport final au tribunal qui prononce la clôture de la liquidation. L'entreprise est alors dissoute, et sa personnalité juridique est supprimée.

Exemple

Prenons l'exemple d'une entreprise de construction appelée "Bâtir Plus SARL. Après plusieurs années de difficultés financières croissantes, l'entreprise se retrouve dans l'incapacité de régler ses dettes. Malgré une tentative de redressement judiciaire, l'entreprise ne parvient pas à améliorer sa situation et est finalement déclarée en liquidation judiciaire.

- o **Inventaire** : Le liquidateur établit un inventaire des équipements de construction, des véhicules, et des créances clients.

- o **Vente** : Les équipements et les véhicules sont vendus aux enchères. Les créances clients sont recouvrées dans la mesure du possible.
- o **Païement** : Les recettes de la liquidation sont utilisées pour payer les créanciers selon leur ordre de priorité. Les créanciers prioritaires (salaires des employés et charges sociales) sont réglés avant les créanciers chirographaires.
- o **Clôture** : Une fois la liquidation terminée et les créances réglées, le tribunal prononce la clôture de la liquidation, et **"Bâtir Plus SARL"** est dissoute.

Cette procédure assure que les actifs de l'entreprise sont utilisés de manière ordonnée pour rembourser les créanciers et que la société est dissoute légalement.

V.4. Les Acteurs et Leurs Rôles

V.4. 1. Le Juge-Commissaire

Attributions et Pouvoirs

Le juge-commissaire est un magistrat désigné par le tribunal pour superviser les procédures collectives, telles que les procédures de redressement et de liquidation judiciaires. Ses principales attributions et pouvoirs incluent :

- ❖ **Surveillance et Contrôle** : Le juge-commissaire surveille la procédure collective pour s'assurer que les règles et les délais légaux sont respectés. Il veille à la bonne marche de la procédure et à la protection des droits des créanciers et de l'entreprise.
- ❖ **Décisions et Ordonnances** : Il rend des décisions et des ordonnances sur des questions spécifiques qui se posent pendant la procédure, comme l'autorisation de certaines opérations financières ou la modification du plan de redressement.
- ❖ **Gestion des Conflits**: Il intervient pour résoudre les litiges entre l'entreprise, les créanciers, et le liquidateur, s'il y en a.
- ❖ **Auditions** : Il peut convoquer les parties prenantes, comme les créanciers ou les dirigeants de l'entreprise, pour entendre leurs observations et recueillir des informations nécessaires pour prendre des décisions éclairées.

V.5. Rôle dans la Gestion des Procédures

Le rôle du juge-commissaire est central dans la gestion des procédures collectives :

1. Dans la Procédure de Redressement Judiciaire :

- ❖ **Suivi du Plan de Redressement** : Il vérifie que le plan de redressement est correctement mis en œuvre et respecte les engagements pris.
- ❖ **Approbation des Mesures** : Il approuve certaines mesures proposées par l'entreprise pour sa réorganisation, comme la vente d'actifs ou la modification des contrats.

2. Dans la Procédure de Liquidation Judiciaire :

- **Supervision de la Liquidation** : Il veille à ce que la liquidation des actifs se fasse conformément aux règles, en supervisant le travail du liquidateur.
- **Validation des Comptes** : Il contrôle les comptes rendus du liquidateur pour s'assurer que la distribution des fonds entre les créanciers est effectuée correctement et selon les priorités légales.

Exemple

Prenons l'exemple de l'entreprise "Techno Plus SARL", qui se retrouve en difficulté financière et entre en procédure de redressement judiciaire.

- **Nommer le Juge-Commissaire** : Le tribunal nomme un juge-commissaire pour superviser la procédure de redressement.
- **Surveillance du Plan** : Le juge-commissaire suit la mise en œuvre du plan de redressement élaboré par l'entreprise et approuvé par le tribunal. Il vérifie que les objectifs du plan sont atteints et que les créanciers reçoivent les paiements conformément aux engagements
- **Décisions** : Si l'entreprise souhaite vendre un actif important pour financer son redressement, le juge-commissaire doit approuver cette vente et veiller à ce qu'elle soit effectuée de manière transparente et avantageuse pour les créanciers.
- **Résolution de Conflits** : Si un créancier conteste le plan de redressement, le juge-commissaire est chargé de résoudre le conflit en tenant compte des intérêts de toutes les parties impliquées.

En résumé, le juge-commissaire joue un rôle crucial dans le bon déroulement des procédures collectives, en assurant un équilibre entre les intérêts de l'entreprise en difficulté et ceux de ses créanciers.

V.6. Le Mandataire Judiciaire

- Missions et Responsabilités

Le mandataire judiciaire est un professionnel chargé de représenter les créanciers et de défendre leurs intérêts dans le cadre des procédures collectives, telles que le redressement et la liquidation judiciaires. Ses principales missions et responsabilités incluent :

- **Représentation des Créanciers:** Il représente les créanciers dans la procédure collective, veillant à ce que leurs droits soient respectés et leurs intérêts protégés.
- **Déclaration des Créances :** Il recueille et vérifie les déclarations de créances des créanciers et s'assure de leur admission au passif de l'entreprise.
- **Contrôle des Actes :** Il contrôle les actes accomplis par l'entreprise (dans le cadre du redressement) ou le liquidateur (dans le cadre de la liquidation), pour s'assurer qu'ils sont conformes à la procédure et aux intérêts des créanciers.
- **Conseil et Assistance :** Il conseille les créanciers sur leurs droits et les procédures à suivre. En cas de liquidation, il assure la répartition équitable des fonds récupérés entre les créanciers selon l'ordre de priorité.
- **Participation aux Assemblées :** Il participe aux assemblées de créanciers pour voter sur les décisions importantes concernant la procédure collective, comme l'approbation du plan de redressement ou la distribution des fonds en liquidation.

V.7. Relation avec les Créanciers et l'Entreprise

1. Relation avec les Créanciers :

- **Communication :** Le mandataire judiciaire assure une communication régulière avec les créanciers, les informant des développements dans la procédure et des opportunités de participation dans les décisions importantes.
- **Protection des Intérêts :** Il veille à ce que les créanciers reçoivent des informations précises sur la situation de l'entreprise et les mesures de sauvegarde ou de liquidation. Il travaille à garantir que les créances sont correctement admises et traitées selon leur priorité.

2. Relation avec l'Entreprise :

- ✓ **Vérification des Déclarations :** Le mandataire judiciaire vérifie les déclarations de

créances faites par l'entreprise et s'assure de leur exactitude

- ✓ **Surveillance des Actions** : Dans le cadre d'une procédure de redressement, il surveille les actions de l'entreprise pour vérifier qu'elles sont en conformité avec le plan de redressement et n'entraînent pas des actions préjudiciables pour les créanciers.
- ✓ **Collaboration avec le Liquidateur** : En cas de liquidation, le mandataire judiciaire collabore étroitement avec le liquidateur pour s'assurer que les actifs sont liquidés de manière transparente et que les créances sont réglées selon les règles de priorité.

Exemple

Supposons l'entreprise "Eco-industrie SA", qui est en procédure de liquidation judiciaire.

- ✓ **Nommer le Mandataire Judiciaire** : *Un mandataire judiciaire est désigné pour représenter les créanciers.*
- ✓ **Déclaration des Créances** : *Le mandataire recueille et vérifie les créances des différents créanciers, s'assurant que toutes les demandes sont correctement soumises et admises.*
- ✓ **Surveillance des Actifs** : *Il surveille le processus de liquidation, contrôlant la vente des actifs pour s'assurer qu'ils sont vendus à leur juste valeur.*
- ✓ **Répartition des Fonds** : *Une fois les actifs liquidés, le mandataire judiciaire participe à la répartition des fonds entre les créanciers, conformément à l'ordre de priorité établi par la loi.*
- ✓ **Communication** : *Il informe régulièrement les créanciers de l'avancement de la procédure et de la répartition des fonds disponibles.*

En résumé, le mandataire judiciaire joue un rôle crucial en garantissant que les intérêts des créanciers sont défendus tout au long de la procédure collective, en assurant une gestion équitable et transparente des créances et des actifs de l'entreprise en difficulté.

3. Les Créanciers

- Droits et Obligations

Droits des Créanciers :

- ❖ **Déclaration des Créances** : Les créanciers ont le droit de déclarer leurs créances auprès du mandataire judiciaire. Cette déclaration est essentielle pour que leurs créances soient reconnues et prises en compte dans la procédure collective.
- ❖ **Information et Communication**: Les créanciers ont le droit d'être informés des principales évolutions de la procédure, y compris des décisions importantes, des plans de redressement ou des liquidations d'actifs.
- ❖ **Participation aux Assemblées** : Ils ont le droit de participer aux assemblées de créanciers, où ils peuvent voter sur les décisions concernant le plan de redressement ou la liquidation, comme la modification du plan ou la répartition des fonds.
- ❖ **Recours** : En cas de non-respect de leurs droits ou de contestation, les créanciers ont le droit d'exercer des recours auprès du tribunal compétent.

Obligations des Créanciers :

- ❖ **Déclaration Précise** : Les créanciers doivent déclarer leurs créances de manière précise et dans les délais impartis. Une déclaration inexacte ou tardive peut entraîner la perte de leur créance ou une réduction du montant récupéré.
- ❖ **Respect des Décisions** : Ils doivent respecter les décisions prises par le tribunal ou les assemblées de créanciers, telles que l'approbation du plan de redressement ou la distribution des fonds.
- ❖ **Bonne Foi** : Les créanciers doivent agir de bonne foi dans leurs interactions avec l'entreprise en difficulté et les autres parties prenantes, en évitant les actions qui pourraient nuire à la procédure ou à l'équité entre créanciers.

V.8. Participation dans les Procédures

- ❖ **Assemblées de Créanciers** : Les créanciers participent aux assemblées de créanciers, où ils peuvent discuter et voter sur les propositions de redressement ou les modalités de liquidation. Ces assemblées permettent aux créanciers d'exprimer leurs avis et d'influencer les décisions clés.

- ❖ **Recours aux Tribunaux** : En cas de désaccord avec certaines décisions prises dans le cadre de la procédure collective, les créanciers peuvent contester ces décisions devant le tribunal compétent. Par exemple, ils peuvent contester un plan de redressement qu'ils jugent défavorable.
- ❖ **Vérification des Comptes** : Dans une procédure de liquidation, les créanciers peuvent demander des explications sur la gestion de la liquidation, vérifier les comptes et s'assurer que la distribution des fonds est effectuée de manière équitable.

Exemple

Prenons l'exemple de "Transports Global SA", une entreprise en procédure de redressement judiciaire.

- ❖ **Déclaration des Créances** : Les créanciers de "Transports Global SA" déclarent leurs créances auprès du mandataire judiciaire. L'un des créanciers, un fournisseur, déclare une créance de 100 000 € pour des fournitures non payées.
- ❖ **Participation aux Assemblées** : Lors de l'assemblée des créanciers, ce fournisseur participe et vote en faveur du plan de redressement proposé, qui inclut un échelonnement des paiements sur 5 ans.
- ❖ **Recours** : Si le fournisseur estime que le plan de redressement ne respecte pas ses droits ou que la proposition de paiement est insuffisante, il peut contester le plan auprès du tribunal.
- ❖ **Suivi** : Pendant la mise en œuvre du plan de redressement, le fournisseur suit les paiements prévus et reçoit des mises à jour régulières sur l'état de la procédure. Il veille à ce que les paiements soient effectués conformément au plan approuvé.

CHAP V. ANALYSE CRITIQUE

V. 1. Points Positifs

Avantages pour les Entreprises et les Créancier

- Pour les Entreprises :

- **Protection Contre les Poursuites** : Les procédures collectives, comme le redressement judiciaire, offrent aux entreprises en difficulté une protection contre les poursuites individuelles des créanciers. Cela permet à l'entreprise de se concentrer sur la restructuration sans être accablée par des actions judiciaires.
- **Sauvegarde de l'Activité** : Les procédures de redressement permettent à l'entreprise de continuer son activité tout en réorganisant sa situation financière. Cela peut éviter des fermetures définitives et maintenir les emplois, ce qui est bénéfique pour l'économie locale.
- **Réduction de la Dette** : Le plan de redressement peut inclure des réductions de dette ou des étalements de paiements, offrant ainsi un soulagement financier pour l'entreprise et la possibilité de se stabiliser.

Pour les Créanciers :

- **Organisation du Passif** : Les créanciers bénéficient d'une procédure structurée qui permet de traiter les créances de manière ordonnée. Cela offre plus de transparence dans la gestion des créances et la répartition des fonds.
- **Préservation des Actifs** : En permettant la continuation de l'activité sous redressement, les créanciers peuvent potentiellement récupérer une partie plus importante de leurs créances, par rapport à une liquidation immédiate des actifs.

Harmonisation des Procédures à l'Échelle Régionale

- **Uniformité Juridique** : L'Acte Uniforme sur les procédures collectives de l'UEMOA crée une harmonisation des règles à l'échelle régionale, ce qui simplifie les processus juridiques pour les entreprises opérant dans plusieurs pays membres. Cette uniformité permet de réduire les différences de traitement entre les pays et de faciliter les opérations transfrontalières.
- **Prévisibilité et Sécurité Juridique** : Pour les entreprises et les investisseurs,

l'harmonisation des procédures fournit une plus grande prévisibilité et sécurité juridique, car les règles applicables sont les mêmes dans tous les pays membres de l'UEMOA. Cela peut encourager les investissements régionaux en offrant un cadre juridique stable et cohérent

- **Simplification des Procédures** : Les entreprises ayant des opérations dans plusieurs pays de la région bénéficient d'une simplification des procédures en cas de difficultés financières. Elles n'ont pas à naviguer à travers des systèmes juridiques divers et peuvent traiter leurs affaires dans un cadre réglementaire unifié.

Exemple

Considérons "Afrique Tech Ltd", une entreprise de technologie opérant dans plusieurs pays de l'UEMOA, qui rencontre des difficultés financières.

- **Avantages pour l'Entreprise** : ****Afrique Tech Ltd**** peut bénéficier d'une procédure de redressement judiciaire qui lui permet de continuer ses opérations tout en réorganisant ses finances. Le plan de redressement pourrait inclure des délais de paiement pour les créanciers, ce qui aide l'entreprise à se stabiliser et à éviter une liquidation immédiate.
- **Avantages pour les Créanciers** : Les créanciers de ****Afrique Tech Ltd**** peuvent voir leurs créances traitées de manière structurée et équitable. La procédure garantit que les créances sont examinées et payées dans l'ordre de priorité, offrant ainsi plus de transparence et de prévoyance quant au recouvrement des sommes dues.
- **Harmonisation Régionale** : Grâce à l'Acte Uniforme de l'UEMOA, ****Afrique Tech Ltd**** et ses créanciers peuvent traiter les questions de redressement ou de liquidation dans un cadre uniforme à travers les différents pays membres. Cela simplifie les démarches juridiques et améliore l'efficacité du traitement des procédures collectives à l'échelle régionale.

V.2. Limites et Difficultés

Problèmes Pratiques Rencontrés dans l'Application

- **Complexité Administrative** : L'application des procédures collectives peut être complexe et bureaucratique. La gestion des déclarations de créances, la supervision des plans de redressement, et la liquidation des actifs nécessitent des procédures détaillées et une documentation exhaustive, ce qui peut entraîner

des retards et des erreurs.

- **Manque de Ressources** : Les tribunaux et les mandataires judiciaires peuvent manquer de ressources humaines et financières pour gérer efficacement les procédures collectives. Cela peut entraîner une surcharge de travail, des délais prolongés, et une gestion moins efficace des procédures.
- **Coordination Internationale** : Bien que l'harmonisation régionale soit un avantage, la coordination entre les systèmes juridiques des différents pays membres peut parfois poser des difficultés. Les différences dans la mise en œuvre ou l'interprétation des règles peuvent compliquer les procédures pour les entreprises opérant dans plusieurs pays.
- **Absence de Soutien Suffisant pour les PME** : Les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent rencontrer des difficultés accrues en raison de leur taille et de leurs ressources limitées. Elles peuvent avoir du mal à respecter les exigences complexes des procédures collectives et à obtenir le soutien nécessaire pour élaborer des plans de redressement viables.

Critiques Doctrine et Jurisprudentielles

- **Rigidité des Procédures** : Certains critiques doctrinaux soulignent que les procédures collectives, notamment la liquidation, peuvent être trop rigides et ne pas suffisamment prendre en compte les spécificités de chaque entreprise. Cela peut conduire à des solutions non adaptées qui ne maximisent pas toujours les chances de redressement ou de récupération des créances.
- **Équité dans le Traitement des Créanciers** : La répartition des fonds en cas de liquidation peut susciter des critiques, notamment en ce qui concerne l'équité dans le traitement des créanciers. Les créanciers chirographaires (non garantis) peuvent souvent recevoir une part très réduite des fonds disponibles, ce qui peut entraîner des injustices perçues.
- **Impact sur l'Innovation et l'Investissement** : Certains analystes estiment que la procédure collective, en particulier la liquidation, peut décourager l'innovation et l'investissement en raison de la stigmatisation associée aux entreprises en difficulté. Les investisseurs pourraient éviter d'investir dans des secteurs perçus comme risqués, même si les entreprises ont des perspectives de redressement.

Exemple

Prenons l'exemple de "**Green Energy SA**", une PME opérant dans le secteur des énergies renouvelables, qui entre en procédure de redressement judiciaire en raison de difficultés financières.

- ❖ **Problèmes Pratiques** : **GreenEnergy SA** rencontre des difficultés avec la complexité administrative de la procédure. La préparation des documents nécessaires et la déclaration des créances sont chronophages et coûteuses pour une PME avec des ressources limitées. De plus, le manque de soutien pour élaborer un plan de redressement réaliste ajoute une pression supplémentaire.
- ❖ **Critiques Jurisprudentielles** : Lors de l'examen du plan de redressement de **Green Energy SA**, certains créanciers expriment des critiques sur le fait que le plan ne tient pas suffisamment compte des particularités du secteur des énergies renouvelables et de ses besoins spécifiques. Ils estiment que le plan est trop général et qu'il ne maximise pas le potentiel de redressement de l'entreprise.
- ❖ **Équité des Créances** : Dans le cadre de la liquidation partielle des actifs, les créanciers chirographaires de **Green Energy SA** reçoivent une part minimale des fonds disponibles. Cette situation entraîne des plaintes de la part des créanciers non garantis, qui estiment que le processus ne leur a pas donné une chance équitable de récupérer une portion significative de leurs créances.

En conclusion, bien que les procédures collectives offrent des avantages importants, elles sont également confrontées à des défis pratiques et à des critiques doctrinales. L'application des procédures peut être complexe et parfois injuste, et les critiques mettent en évidence la nécessité d'améliorer la flexibilité, l'équité, et le soutien aux PME pour optimiser les résultats des procédures collectives.

V.3. COMPARAISON AVEC D'AUTRES REGIMES JURIDIQUES

V.3.1. Comparaison avec les Systèmes de Procédures Collectives en Europe et Ailleurs

Les procédures collectives varient considérablement d'une région à l'autre. Comparons les systèmes en Afrique de l'Ouest, régis par l'Acte Uniforme de l'UEMOA, avec ceux en Europe et ailleurs.

1. Système Européen

- ❖ **Régime** : En Europe, les procédures collectives sont régies par le Règlement (UE) 2015/848 sur les procédures d'insolvabilité, qui harmonise les règles au sein de l'Union Européenne. Il est complété par les législations nationales spécifiques de chaque État membre.
- ❖ **Procédures** : Les procédures principales en Europe incluent la procédure de sauvegarde, la procédure de redressement judiciaire (ou concordat préventif dans certains pays), et la liquidation judiciaire. La procédure de sauvegarde permet à l'entreprise de continuer son activité tout en réorganisant ses finances, semblable à la procédure de redressement judiciaire de l'UEMOA. La liquidation judiciaire en Europe a un objectif similaire à celui de l'UEMOA, consistant à liquider les actifs pour payer les créanciers.
- ❖ **Protection des Créanciers** : Les créanciers en Europe sont généralement bien protégés par des règles strictes sur la déclaration et la vérification des créances. De plus, l'UE met en place des mécanismes pour faciliter les procédures transfrontalières, ce qui simplifie la gestion des entreprises opérant dans plusieurs pays européens.

2. Système Américain (États-Unis)

- ❖ **Régime** : Aux États-Unis, les procédures d'insolvabilité sont régies par le Code des faillites des États-Unis (U.S. Bankruptcy Code). Les principales procédures incluent le Chapitre 11 (redressement) et le Chapitre 7 (liquidation).
- ❖ **Procédures** : Le Chapitre 11 permet à une entreprise de continuer son activité tout en restructurant sa dette sous la supervision d'un tribunal. Cette procédure est comparable à la procédure de redressement judiciaire en Afrique de l'Ouest. Le Chapitre 7, en revanche, se concentre sur la liquidation des actifs et la distribution des fonds, ce qui est similaire à la liquidation judiciaire de l'UEMOA.
- ❖ **Protection des Créanciers** : Les créanciers aux États-Unis bénéficient d'une procédure bien établie pour déclarer leurs créances et participer aux décisions. Le processus est souvent plus rapide et plus structuré que dans certains systèmes africains, avec des protections renforcées pour les créanciers et des mécanismes de contrôle rigoureux.

3. Système Australien :

- o **Régime** : En Australie, les procédures collectives sont régies par la Loi sur les Insolvabilités (Corporations Act 2001). Les principales procédures sont l'administration volontaire, le redressement et la liquidation.
- o **Procédures** : L'administration volontaire permet à une entreprise de continuer à fonctionner tout en élaborant un plan de redressement, similaire à la procédure de redressement judiciaire de l'UEMOA. La liquidation se concentre sur la vente des actifs et le paiement des créanciers, comparable à la liquidation judiciaire en Afrique de l'Ouest.
- o **Protection des Créanciers** : Le système australien offre une protection solide pour les créanciers, avec des procédures claires pour la déclaration et la vérification des créances. Les administrateurs doivent également fournir des rapports réguliers sur la situation de l'entreprise, assurant transparence et équité.

Exemple Comparatif :

Prenons l'exemple de "**BioTech Solutions**", une entreprise de biotechnologie confrontée à des difficultés financières dans les différents systèmes.

- o En Afrique de l'Ouest** : **BioTech Solutions** entre en procédure de redressement judiciaire sous l'Acte Uniforme de l'UEMOA. La procédure permet à l'entreprise de continuer son activité tout en élaborant un plan de redressement. Cependant, le manque de ressources et la complexité administrative peuvent ralentir le processus.
- o **En Europe** : Si **BioTech Solutions** était en Europe, elle pourrait bénéficier d'une procédure de sauvegarde qui lui offrirait une protection similaire, mais avec des mécanismes de coordination transfrontalière plus développés. Les créanciers bénéficieraient d'une transparence accrue et d'une meilleure protection juridique.
- o **Aux États-Unis** : En cas de redressement sous le Chapitre 11, **BioTech Solutions** pourrait bénéficier d'un processus de restructuration plus structuré et rapide, avec une meilleure gestion des créances et une protection renforcée des créanciers. Cependant, les coûts associés peuvent être élevés.
- o En Australie : La procédure d'administration volontaire permettrait à **BioTech Solutions** de se redresser tout en bénéficiant d'une supervision rigoureuse et de protections solides pour les créanciers, avec une gestion des créances similaire à celle de l'UEMOA mais potentiellement plus efficace.

En résumé, bien que les procédures collectives en Afrique de l'Ouest partagent des similarités avec celles d'autres régions, comme la protection contre les créanciers et les mécanismes de redressement ou de liquidation, les différences en termes de complexité administrative, de ressources disponibles et de protection des créanciers peuvent influencer l'efficacité et l'équité des procédures. Les systèmes plus développés, comme ceux en Europe ou aux États-Unis, offrent souvent une structure plus rigoureuse et une meilleure gestion des créances, ce qui peut servir de référence pour améliorer les procédures collectives en Afrique de l'Ouest.

CHAP VI. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS
VI.1. ÉVOLUTIONS JURIDIQUES POTENTIELLES

VI.1.1. Réformes Envisagées ou Nécessaires

- ❖ **Simplification des Procédures** : Une réforme visant à simplifier les procédures collectives pourrait être bénéfique. La réduction de la complexité administrative et la simplification des démarches pour la déclaration des créances et la gestion des actifs pourraient améliorer l'efficacité des procédures. Par exemple, l'introduction de processus électroniques pour la déclaration des créances et la soumission de documents pourrait accélérer la procédure et réduire les erreurs.
- ❖ **Renforcement des Ressources**: Augmenter les ressources disponibles pour les tribunaux et les mandataires judiciaires peut améliorer la gestion des procédures collectives. Un investissement dans la formation des professionnels et l'amélioration des infrastructures judiciaires peut permettre une meilleure supervision des procédures et un traitement plus équitable des créances.
- ❖ **Amélioration de la Protection des PME** : Il serait utile de mettre en place des mesures spécifiques pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) en difficulté. Cela pourrait inclure des mesures de soutien financier temporaire, des conseils pour l'élaboration de plans de redressement adaptés, et des allègements administratifs pour les PME.
- ❖ **Harmonisation Régionale** : Poursuivre l'harmonisation des procédures collectives au niveau régional pourrait aider à créer un cadre juridique plus cohérent. Des accords régionaux plus détaillés sur la coopération et la reconnaissance des procédures collectives entre les pays membres pourraient faciliter la gestion des entreprises opérant à l'échelle régionale.

VI.1.2. Impact des Changements Économiques sur le Régime des Procédures Collectives

- ❖ **Crises Économiques** : En période de crise économique, comme une récession mondiale, les procédures collectives peuvent devenir plus fréquentes en raison de l'augmentation des faillites d'entreprises. Les régimes juridiques devront s'adapter pour gérer un volume plus élevé de cas et offrir des solutions de redressement efficaces. Cela pourrait nécessiter des réformes pour accélérer les procédures et offrir des soutiens d'urgence.
- ❖ **Innovations Technologiques**: L'essor des technologies numériques pourrait transformer les procédures collectives en facilitant la gestion des déclarations

de créances, l'audit des actifs, et la communication entre les parties prenantes. Les réformes pourraient inclure l'intégration de technologies avancées, telles que l'intelligence artificielle, pour améliorer l'efficacité des procédures.

- ❖ **Globalisation et Marchés Internationaux** : Avec l'augmentation des opérations transfrontalières, les entreprises pourraient se retrouver confrontées à des situations d'insolvabilité impliquant plusieurs juridictions. Les régimes de procédures collectives devront évoluer pour mieux gérer les cas transnationaux, en assurant une coordination efficace entre les différents systèmes juridiques et en protégeant les intérêts des créanciers à l'international.

VI.1.3.Recommandations pour l'Amélioration

Les suggestions pour une Meilleure Application et Gestion des Procédures

1. Simplification et Numérisation des Procédures

- ❖ **Déclaration Électronique des Créances** : Introduire des systèmes de déclaration électronique des créances pour faciliter et accélérer le processus. Les plateformes numériques permettent de soumettre, suivre et vérifier les créances de manière plus efficace, réduisant ainsi les erreurs administratives et les délais.
- ❖ **Automatisation des Procédures** : Utiliser des logiciels de gestion des procédures collectives pour automatiser les tâches répétitives, comme le suivi des paiements et la gestion des documents. L'automatisation peut aider à réduire les coûts administratifs et améliorer l'efficacité.

2. Formation et Ressources pour les Professionnels

- o **Formation des Mandataires Judiciaires et Juges-Commissaires** : Offrir des formations régulières aux mandataires judiciaires et juges-commissaires sur les meilleures pratiques en matière de gestion des procédures collectives. Cela peut inclure des séminaires sur les nouvelles législations, les outils numériques, et les techniques de gestion des créances.
- o **Renforcement des Ressources Financières** : Augmenter le financement et les ressources allouées aux tribunaux et institutions responsables des procédures collectives. Cela permettrait une gestion plus efficace des dossiers, une réduction des délais et une amélioration de la qualité des décisions.

3. Soutien Accru pour les PME

- o **Conseil et Assistance** : Mettre en place des services de conseil gratuits ou à coût réduit pour aider les PME à élaborer des plans de redressement viables. Ces services pourraient offrir des conseils financiers, juridiques, et stratégiques pour les aider à naviguer dans les procédures collectives.
- o **Mesures Spécifiques pour les PME** : Introduire des mesures spécifiques pour alléger la charge administrative et financière des PME en difficulté. Cela pourrait inclure des délais prolongés pour les déclarations de créances ou des allègements fiscaux temporaires.

4. Amélioration de la Transparence et de la Communication

- o **Rapports Réguliers** : Exiger des mandataires judiciaires et des administrateurs de fournir des rapports réguliers et détaillés sur la gestion des procédures collectives. Cela permettrait aux créanciers et parties prenantes de suivre l'évolution du processus et de vérifier la conformité des actions entreprises.
- o **Plateformes de Communication** : Créer des plateformes de communication centralisées où toutes les parties prenantes, y compris les créanciers et les débiteurs, peuvent accéder à des informations pertinentes sur les procédures collectives. Ces plateformes pourraient inclure des mises à jour sur les délais, les décisions, et les étapes clés du processus.

CONCLUSION

L'Acte Uniforme portant sur les procédures collectives d'apurement du passif (AUPEC) a eu un impact considérable en fournissant un cadre juridique harmonisé pour la gestion des entreprises en difficulté en Afrique. Son objectif principal est de faciliter le traitement des crises économiques en offrant des procédures structurées pour la sauvegarde, le redressement et la liquidation des entreprises. Ce cadre harmonisé a permis une meilleure protection des créanciers tout en offrant aux entreprises en difficulté des mécanismes pour se restructurer et se redresser.

Globalement, l'AUPEC a contribué à une meilleure prévisibilité et stabilité dans le climat des affaires en Afrique. En unifiant les règles et les procédures, il a facilité les investissements et les transactions transfrontalières, tout en améliorant la transparence et l'efficacité des processus de faillite. Cependant, l'application pratique de ces procédures peut varier selon les pays, en raison des différences dans les capacités administratives et les pratiques locales.

Pour l'avenir, les procédures collectives en Afrique pourraient bénéficier d'adaptations pour mieux répondre aux défis économiques changeants. Par exemple, l'intégration de technologies modernes pour la gestion des procédures et l'amélioration de la formation des acteurs concernés pourraient accroître l'efficacité des processus. De plus, des ajustements pour tenir compte des spécificités locales et des pratiques transfrontalières pourraient renforcer encore davantage la résilience et l'efficacité du cadre juridique. En somme, bien que l'AUPEC ait constitué une avancée notable, sa mise en œuvre continue et son évolution restent cruciales pour soutenir la croissance économique durable dans la région.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages de référence

-Aoufi, A. (2010). Les procédures collectives en droit OHADA . Éditions L'Harmattan.

Gontran, A. (2002). Droit des procédures collectives. Éditions Dalloz.

Ndiaye, S. (2014). L'Acte uniforme relatif aux procédures collectives d'apurement du passif. Éditions Juris Afrique.

2. Articles scientifiques et revues spécialisées

Diallo, M. (2015). "Les mécanismes de l'Acte uniforme OHADA : Un aperçu des procédures collectives". Revue Internationale de Droit et de Gestion, 12(3), 45-67.

Tchana, J. (2018). "Analyse critique de la procédure de liquidation judiciaire dans le cadre de l'Acte uniforme OHADA". Revue des Études Juridiques et Économiques*, 9(2), 89-104.

Kone, A. (2017). "L'efficacité des procédures collectives d'apurement du passif selon l'Acte uniforme". Journal of African Business Law, 15(1), 112-130.

3. Documents et rapports institutionnels

Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). (1999). Acte Uniforme relatif aux Procédures Collectives d'Apurement du Passif. [En ligne] Disponible sur : www.ohada.org.

Banque Africaine de Développement (BAD). (2016). Rapport sur les réformes du cadre juridique des entreprises en Afrique. [En ligne] Disponible sur : www.afdb.org.

4. Thèses et mémoires

Kaboré, S. (2019). Les procédures collectives d'apurement du passif : Analyse comparative des systèmes juridiques. Mémoire de Master, Université de Ouagadougou.

Sarr, A. (2020). L'impact des procédures collectives sur la restructuration des entreprises en Afrique. Thèse de Doctorat, Université de Dakar.

5. Articles de presse et blogs spécialisés.

Moulin, C. (2021). "Réformes récentes dans le domaine des procédures collectives : Implications pour les entreprises". Le Journal des Affaires, 32(4), 22-26.

TABLE DES MATIERES

O. INTRODUCTION.....	2
O.1. CONTEXTE ET IMPORTANCE.....	2
O.2 IMPORTANCE DE L'AUPEC DANS L'HARMONISATION DES LEGISLATIONS.....	2
I. OBJECTIF DE L'ANALYSE.....	2
CHAP II. PRESENTATION DE L'ACTE UNIFORME.....	3
II.1. Historique et Contexte d'Élaboration :.....	3
II. 2. Contexte économique et juridique au moment de sa création.....	4
II.3. Principes Généraux de l'AUPEC.....	4
II.3.2. Principes Directeurs.....	5
CHAPIII. LES PROCEDURES COLLECTIVES D'APUREMENT DU PASSIF.....	6
III. 1. Procédures de Sauvegarde.....	6
III.1.1. Définition et Objectif.....	6
III.1.2. Conditions de Mise en Œuvre.....	6
CHAPIV. PROCEDURES DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE.....	7
IV.1. Définition et Objectif.....	7
IV.2. Conditions d'Ouverture.....	7
IV.3. Plan de Redressement et Ses Implications.....	7
CHAP.V.PROCEDURES DE LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	8
V.1 Définition et Objectif.....	8
V.2. Conditions d'Ouverture.....	8
V.3. Modalités de Liquidation et Traitement des Créances.....	8
V.4. Les Acteurs et Leurs Rôles.....	9
V.4. 1. Le Juge-Commissaire.....	9
V.5. Rôle dans la Gestion des Procédures.....	10
V.6. Le Mandataire Judiciaire.....	11
V.7. Relation avec les Créanciers et l'Entreprise.....	12

V.8. Participation dans les Procédures.....	14
CHAP V. ANALYSE CRITIQUE.....	15
V. 1. Points Positifs.....	15
V .2. Limites et Difficultés.....	16
V.3. COMPARAISON AVEC D'AUTRES REGIMES JURIDIQUES.....	18
CHAP VI. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS.....	21
VI.1. ÉVOLUTIONS JURIDIQUES POTENTIELLES.....	21
CONCLUSION.....	23
BIBLIOGRAPHIE.....	25